



le point.



MARS 2023

Bulletin du Parti socialiste neuchâtelois

Élections fédérales 4-5

Initiatives socialistes 6-7, 13



347



Une mobilisation déterminante

Le Congrès du 18 février restera gravé dans nos mémoires, et probablement même dans l'histoire du PSN. Nous étions près de 200 réunis dans cette belle salle de Ton sur Ton sous les auspices d'un PSMN surmotivé. La campagne ne pouvait mieux débuter.

Des congrès comme celui-ci, on n'en vit pas tous les jours. Vous avez été nombreux et nombreuses à nous en faire part dès les instants festifs qui l'ont suivi. Grâce à une campagne de mobilisation de nos 800 membres, j'ai eu le plaisir de (re)voir des membres qui n'étaient pas revenu-es à ces réunions depuis des années. Elles et ils ont senti que le parti comptait sur leur force collective en vue de ces élections fédérales aux enjeux importants.

Nous n'oublierons pas ces prochains mois ce qui a permis cette mobilisation exceptionnelle: tous les combats que nous menons de front depuis maintenant des décennies se révèlent aujourd'hui plus urgents que jamais pour l'écrasante majorité de la population. Pouvoir d'achat, retraite, égalité, protection des travailleurs et des locataires, urgence climatique... Toutes les grandes avancées obtenues dans ces domaines portent notre marque. Et aujourd'hui où la solidarité et l'égalité sont simplement jetées aux oubliettes du Parlement fédéral par la majorité bourgeoise, il est nécessaire d'y renforcer notre présence!

Les effets de votre présence déterminée et habitée de ces convictions le 18 février, camarades, n'ont pas manqué. Nos candidat-es ont su montrer leur combativité, leur empathie et leur diversité dans des discours d'une qualité déconcertante. Votre enthousiasme bienveillant a porté l'ensemble de l'équipe de campagne et nos listes. L'énergie accumulée durant ces quelques heures (et votre implication à venir dans la campagne) nous permettra assurément de parer toute pénurie de punch ces prochains mois et de célébrer cet automne au moins deux sièges aux Chambres fédérales!

Merci pour votre ardeur collective et humaniste. Marchons vers la victoire le 22 octobre 2023, pour l'amélioration des conditions concrètes d'existence de la majorité de la population!



Romain Dubois
président du Parti socialiste
neuchâtelois

1^{er} mai

La fête du Travail se déploiera comme chaque année à Neuchâtel, dans les Montagnes neuchâteloises et au Val-de-Travers! Les programmes détaillés vous seront transmis en temps voulu.

Repas de soutien pour la JSN

La JSN organise un repas de soutien le 28 avril à La Chaux-de-Fonds! N'hésitez pas à vous inscrire en vous rendant sur son site : jsn.psn.ch



Prochains congrès cantonaux

Après le succès de notre congrès du 18 février, nous vous invitons à réserver les dates du **9 juin** et du **9 septembre** pour nos prochains congrès cantonaux!





ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Une campagne empreinte de joie militante

Chères et chers camarades,

Le 18 février, nous étions près de 200 rassemblés à La Chaux-de-Fonds pour écouter, désigner et applaudir nos candidates et candidats aux élections fédérales 2023. Pour ce congrès historique – le « plus beau congrès électoral » du parti selon les propos de notre camarade Jean-Nat repris par la presse locale –, pour l'énergie que vous avez donnée et pour cette mobilisation inédite, nous vous remercions sincèrement !

Ce congrès est l'aboutissement d'une campagne interne où nous avons débattu avec nos candidat-es des thèmes chers à notre parti. Il donne le départ de leur campagne en vue des élections du 22 octobre. Nous l'avons apprécié au congrès, nos cinq camarades démontrent que notre parti est riche de personnalités différentes qui traduisent par leurs engagements politiques, associatifs et professionnels nos valeurs communes. Ils et elles seront nos porte-paroles ces prochains mois, notamment pour défendre le pouvoir d'achat et la sécurité sociale de la population, la transition écologique et sociale, un système de santé solidaire et une société inclusive, égalitaire et ouverte.

Nos cinq camarades seront nos porte-paroles ; ils ne pourront l'être que solidement entourés de notre famille politique. La présidence, le secrétariat et le comité de campagne tâcheront de les accompagner au mieux ; au-delà des instances du PSN, ils et elles auront surtout besoin de tous les socialistes neuchâtelois. C'est à nous tous ensemble de nous mobiliser pour les soutenir et porter le projet socialiste, qui conjugue les enjeux sociaux et environnementaux. Nous

souhaitons une campagne conviviale et enthousiaste, à la rencontre de l'ensemble des habitantes et habitants du canton.

C'est sous le signe de la joie militante qui a régné au congrès que nous voulons qu'aient lieu les actions de campagne. Plus que jamais, nous comptons sur votre mobilisation et votre enthousiasme pour porter nos candidates et candidats jusqu'au 22 octobre. Rendez-vous à de nombreuses occasions ces prochains mois pour la belle campagne que nous nous réjouissons de mener avec vous !



Raphaëlle Javet
coprésidente du comité
de campagne



Antoine de Montmollin
coprésident du comité
de campagne



ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Fini les crises, à nous l'avenir !

Amour de la justice, exigence de la solidarité et, surtout, le courage de la rupture : à l'instar du Parti socialiste neuchâtelois, la Jeunesse socialiste neuchâteloise a récemment désigné ses candidates et candidats au Conseil national dans le cadre des élections fédérales qui se tiendront en octobre prochain.

Alors que les écarts de richesse entre les plus privilégiés et les plus précaires n'ont jamais été aussi indécents, que les acquis sociaux, notamment des femmes et des minorités, sont sans cesse remis en cause et que la crise climatique appelle à un sursaut radical en matière de politique environnementale, la majorité bourgeoise du Parlement préfère se concentrer sur la consolidation des privilèges fiscaux pour les grandes entreprises, sur le bien-être des ultra-riches et sur la suppression des salaires minimaux cantonaux. Or, c'est contre cette politique élitiste et déconnectée des problèmes de la population que la JSN se battra tout au long de la campagne.

Et elle le fera par la voix d'une liste paritaire, motivée et compétente.

Elle s'appuiera également sur son programme¹, adopté il y a peu, fruit d'une démarche participative qui a permis de manifester ses valeurs, de les coucher sur le papier et de structurer ses propositions autour de trois axes centraux : anticapitalisme, féminisme et écologie, à l'image de l'Initiative pour l'avenir de la Jeunesse socialiste suisse², qui refuse de faire payer la crise climatique aux 99% de la population. À noter que ce programme n'est pas que le carnet de voyage d'une campagne qui s'annonce forte et mouvementée. Il est aussi, à futur, le réceptacle des aspirations de toutes celles et ceux qui font et feront encore pour

de longues années la JSN, et qui ressentent le même besoin urgent de Justice.

Cette liste est celle de la jeunesse neuchâteloise. Non pas seulement celle qui adhère au Parti. De toute la jeunesse.

Cette liste est celle qui refuse de suivre la ligne de la social-démocratie quand elle s'égare sur les pentes sablonneuses de la social-médiocratie, comme lorsqu'elle contraint un ministre socialiste à proposer une réforme inique qui conduit les femmes à travailler plus pour gagner moins.

Cette liste est, enfin, celle de camarades dont vous connaissez le visage, l'audace et l'engagement sans faille au service des valeurs socialistes. Ce sont les voix de Zoé Nater, de Marius Hofer, de Pauline Schneider et d'Emil Margot. Ce sont les voix qui ne renoncent pas, qui ne se résignent pas. Ce sont les voix qui s'élèvent chaque jour à l'unisson, dans la rue, dans les assemblées et dans les associations. Ce sont les voix qui se battent pour qu'adviennent enfin les jours heureux.

Ce sont les voix qui nous mèneront peut-être jusqu'à la victoire. Alors : Soyez réalistes, demandez l'impossible !



Hugo Clémence
coprésident de la JSN

¹ bit.ly/347_programmeJSN

² initiative-pour-lavenir.ch, voir aussi page 13.



Initiative cantonale 10% : résistons à un fardeau toujours plus lourd !

En vingt ans, la prime LAMal annuelle moyenne est passée en Suisse de 1850 à 3777 francs, soit une augmentation de plus de 100%. Cela représente 31 milliards de primes payées par année et des dizaines, voire des centaines de millions dans le canton de Neuchâtel.

À cela, en Suisse, les patientes et les patients doivent encore ajouter quelque 20 milliards de francs chaque année de leur poche pour payer les franchises, quotes-parts, frais dentaires...

Ainsi, dans notre système de santé, le patient paie lui-même, directement et sans intervention de l'État, 70% de la facture totale. C'est le montant le plus élevé de tous les pays de l'OCDE. Cela représente en moyenne entre 6000 et 10 000 francs par année, c'est-à-dire plus d'un salaire mensuel médian.

Durant la même période de vingt ans, les salaires ont, eux, augmenté d'environ 30%.

Alors oui, pour celles et ceux dont les revenus sont élevés, c'est ennuyeux, mais c'est supportable. Ça agace, mais cela ne change pas la vie. Mais pour les autres, c'est devenu intenable, impayable et insupportable. Pour les familles d'abord, qui cumulent 2, 3, 4 ou plus de primes à payer et qui ont un risque accru de devoir financer les franchises et quotes-parts. Mais aussi pour les travailleuses et les travailleurs au revenu modeste, qui n'arrivent simplement plus à payer leur prime.

Et la conséquence est terrible. C'est le risque de l'endettement ou de la renonciation aux soins... Car oui, aujourd'hui, faute de pouvoir payer la franchise ou la quote-part, certains s'endettent et d'autres renoncent à se soigner.

Dans l'un des pays les plus riches au monde, c'est absolument révoltant.

Dans ce système qui ne recule devant aucun paradoxe, dans le même temps, les réserves des caisses maladie ont explosé : elles sont passées de quelque 280 francs par assuré-e à plus de 1100 francs par personne. Comment cela est-il possible ? On pressure les habitantes et habitants du pays comme des citrons et, au final, on quadruple les réserves ?

Le système est malade, dysfonctionne, appauvrit les citoyennes et les citoyens de notre pays tout en enrichissant au passage de nombreux acteurs. Et en plus, pendant que les pauvres gens n'arrivent même pas à payer leur prime, ce système réussit à créer des réserves de 12 milliards. Il faut le corriger. C'est une urgence absolue et cela d'autant plus dans notre canton, où les primes ont explosé en 2023. Par ailleurs, 2024 s'annonce de manière assez sombre.

L'initiative que nous avons lancée permet de corriger une partie de ces dysfonctionnements. Grâce à notre initiative cantonale des 10%, aucun ménage ne sera obligé de consacrer plus de 10% de son revenu au paiement des primes. Notre initiative prévoit aussi un dispositif pour que ce soit moins de 10% pour les plus démunis.

Il en va de la justice sociale mais aussi de la cohérence. Il convient de le rappeler : le rapport du Conseil fédéral à l'appui de la création de la LAMal expliquait que le système était calibré pour que la prime ne dépasse pas 8% du revenu disponible. Nous devons récolter vite et bien ces signatures pour notre population. Alors, toutes et tous aux stands et en avant !



Baptiste Hurni
conseiller national



Justice climatique : investissons pour l'avenir

Des épisodes caniculaires de plus en plus intenses et fréquents, des catastrophes naturelles s'intensifiant au fil des années, les ressources en eau menacées, une biodiversité qui se dégrade : ce sont quelques exemples du dérèglement climatique que subit notre environnement et qui impacte notre société. Bien que la problématique soit connue et que les scientifiques tirent la sonnette d'alarme depuis des décennies, les décisions politiques à ce sujet manquent cruellement d'ambition et ne sont toujours pas à la hauteur de l'enjeu. C'est pourquoi il est indispensable d'utiliser tous les leviers existants pour agir et donner une chance aux générations futures de pallier les conséquences de la crise écologique que nous vivons. Car oui, il s'agit bel et bien d'une crise ; comme pour toute crise, des mesures urgentes et conséquentes doivent être déployées.

Même si l'initiative Fonds climat a été lancée au niveau national, il reste important d'agir à l'échelle cantonale. Le récent débat au Grand Conseil sur le Plan climat neuchâtelois nous l'a encore démontré. Quand il s'agit de nous munir d'une réelle politique climatique cantonale, les moyens financiers peinent à suivre. Alors que l'État doit jouer son rôle de service public – comme dans toute crise – les entreprises doivent elles aussi assumer leurs responsabilités. C'est seulement avec cette dynamique que nous pourrions faire face à la crise climatique et surtout nous assurer que les plus démunis ne seront pas les seuls à en faire les frais.

Avec l'initiative «Justice climatique: investissons pour l'avenir», nous demandons que 20 millions soient annuellement mis à disposition de l'État et des communes afin qu'ils prennent les mesures nécessaires pour lutter contre le dérèglement climatique et en affronter les conséquences – et ce en respectant le principe d'équité sociale. De plus, pour garantir ces montants, il faudra sortir des mécanismes financiers habituels. Ces mécanismes trop contraignants,

s'ils sont maintenus, empêcheront d'atteindre la neutralité carbone dans les délais. Or ne pas investir maintenant dans la décarbonation de notre société, c'est tout simplement devoir payer demain plus cher les mesures qui devront être mises en place face à la hausse des températures. Mesures qui coûteraient alors bien davantage, puisqu'en limitant l'élévation de la température à 1,5°C, les coûts d'adaptation représenteront 1,5% du PIB annuel de la Suisse en 2050, alors que si la hausse de la température mondiale se poursuit, ces coûts s'élèveront à 4% du PIB¹.

Il faut donc dégager des moyens financiers afin de pouvoir, collectivement, revoir notre modèle économique et notre façon de vivre, de consommer, de nous nourrir ou de nous déplacer. Comme le dit Naomi Klein², «*Pour vraiment s'attaquer au dérèglement climatique, il faut privilégier des solutions radicales sur le plan social. En comparaison, l'efficacité relative de la prochaine génération de cellules solaires est une question futile.*» Ainsi, une reconversion écosociale de l'économie est nécessaire. S'y préparer implique de sortir de la logique actuelle de la Confédération en matière de formation continue, voulant que l'État n'intervienne qu'en appui à l'initiative individuelle et à l'offre privée.

Le défi climatique nous impose de changer de paradigme et de faire des moyens publics les premiers moteurs du changement.



Martine Docourt
députée

¹ bit.ly/347_strat_climat_pdf

² *Tout peut changer. Capitalisme & changement climatique*, 2015.



1848 – 2023 / 175 ans. Mais que célèbre-t-on ?

1848, pour les Neuchâteloises et les Neuchâtelois, c'est l'année de la Révolution et de l'instauration de la République.

On oublie ainsi parfois à Neuchâtel que pour la Suisse, c'est aussi l'année de la première Constitution fédérale, qui met fin à la guerre du Sonderbund et jette les bases de l'État fédéral.

Dans les deux cas, les radicaux de l'époque jouent un rôle important et sont à ce titre souvent considérés comme les pères de la République et de la Confédération.

En quoi alors ce 175^e anniversaire qui sera rappelé durant toute l'année 2023 mérite-t-il d'être célébré par nous, socialistes ?

Il faut d'abord rappeler que les radicaux ont, comme tout le monde, aussi pris 175 ans depuis 1848. On relèvera donc avec un clin d'œil qu'il y a peut-être davantage de différences entre les tenants contemporains de l'économie de marché, de la responsabilité individuelle ou du libéralisme à tout crin et les révolutionnaires de 1848 qu'entre ces derniers et les thèses socialistes.

Reste que 1848 marque pour le pays la fin de la guerre civile et pose les fondations d'un État fédéral qui, tout en réaffirmant la souveraineté des cantons, mutualise certaines compétences, dans un but de prospérité et de paix. Pour le canton, la révolution a l'ambition d'instaurer, notamment par les institutions de l'État, la démocratie, l'égalité des droits et des chances ainsi que la protection des libertés individuelles pour toutes et tous.

Autant de valeurs qui font écho aujourd'hui encore aux idéaux européen, pacifiste, démocratique et en faveur d'une meilleure justice sociale que nous portons et qui nous rassemblent, bien au-delà d'ailleurs des frontières du canton et du pays.

Car ces conquêtes sociales et démocratiques qui nous ont fait progresser et que nous considérons parfois comme acquises ne sont jamais définitivement ou complètement réalisées. Aujourd'hui encore, nombreuses et nombreux sont de par le monde celles et ceux qui se battent, sacrifient leur liberté ou leur vie pour un idéal identique à celui de 1848. L'Europe elle-même, avec son idéal de démocratie et de paix, connaît aujourd'hui la guerre à ses frontières et lutte en son sein contre la résurgence de mouvements fascistes ; elle atteste de la nécessité de lutter toujours et encore. La pauvreté et la précarité, que l'on peine à vaincre même dans l'un des pays les plus riches du monde et qui progressent à chaque soubresaut économique, attestent que le combat reste permanent pour réaliser la promesse de la solidarité et protéger les minorités et les plus faibles contre les effets dévastateurs de la loi du plus fort.

Autant d'idéaux qui nous animent et nous rassemblent mais qu'on n'a donc jamais fini de défendre vu les faiblesses récurrentes de la nature humaine. Des combats qui ne sont jamais achevés, mais qui ne sont pas vains pour autant et qui, même après presque deux siècles, conservent leur caractère urgent. Une urgence de paix, une urgence de justice, une urgence d'égalité, une urgence sociale... ; des urgences humanistes qui ne doivent en aucun cas s'effacer devant l'urgence climatique, parce que le sort des générations futures, essentiel, ne saurait pour autant éclipser la dignité des générations actuelles.

Dès lors, célébrons cette année 2023, 175^e anniversaire de combats républicains, comme une occasion de réaffirmer ces nécessités et de faire progresser ces idéaux. Et tant mieux si, à nouveau, les radicaux pouvaient nous rejoindre dans ces luttes !



Laurent Kurth
conseiller d'État

Le Plan climat neuchâtelois : mieux que le néant

À la session de janvier, la députation a traité l'un des rapports les plus importants de la législature 2021-2025 : le Plan climat neuchâtelois ! Malgré son ton peu ambitieux, il a été accepté à une large majorité. Le PSN, comme notre groupe parlementaire, avait vivement critiqué ce plan qui présente des intentions, sans aucune mesure contraignante, ainsi qu'une méthodologie défailante ne donnant pas les outils indispensables pour atteindre les objectifs fixés.

Dans son rapport¹, le Conseil d'État proposait aux député·es un projet de décret et une loi pour modifier la loi sur l'énergie. Deux contraintes principales encadraient nos travaux : d'une part, les mesures proposées relevaient de la compétence du Conseil d'État ; d'autre part, les investissements requis nécessitaient un vote à la majorité qualifiée.

Nos travaux de commission² ont permis une modification de la loi sur l'énergie fixant à **2040 plutôt qu'à 2050 l'atteinte du zéro carbone**. Mais surtout, ils ont servi à limiter à 4 ans la durée du Plan climat cantonal et à fixer un cadre pour la prochaine version, avec les éléments suivants :

- L'engagement de personnel spécialisé pour l'élaboration du plan climat ;
- La mise en place d'un processus d'association active de la population et des communes ;
- L'étude de l'instauration de nouveaux programmes de formation, de transition et de reconversion professionnelle ;
- L'étude de la mise en place de mécanismes d'accompagnement et d'outils visant à atténuer les conséquences sociales des effets liés au changement climatique ;
- La prise en compte du secteur numérique et des moyens pour la mise en œuvre de mesures d'accompagnement à la transformation de la société neuchâteloise.

En parallèle des travaux de commission, conscient des enjeux et déçu d'un manque de responsabilité vis-à-vis de la population, le groupe socialiste a mené un processus qui a permis de déposer une vingtaine de propositions parlementaires³. Sans prétendre à l'exhaustivité, celles-ci mettent en avant une concrétisation de la ligne du parti en lien avec les questions climatiques. Ce sont des mesures fortes qui s'inscrivent dans une vision durable de notre société, en cohérence avec la transition sociale et écologique que nous défendons et que nous considérons indispensable.

Si notre canton dispose d'une majorité sensible au discours écologique et des ressources humaines et économiques nécessaires, la législation cantonale, en particulier le frein à l'endettement (LFinec), ne permet pas d'engager les investissements qu'exige la transition sociale et écologique. Sachant que les coûts de l'inaction seront colossaux, préférons-nous rendre une société humainement viable ou continuer de tenir convenablement un budget ?

Le cercle vicieux ne fait que commencer : les coûts de l'énergie explosent, ils impactent toujours plus les collectivités publiques et la population, il devient difficile d'investir ; dans le même temps, la précarisation d'une partie de la population s'accélère. Nous sommes à un tournant majeur du 21^e siècle, les feux d'alerte sont au rouge, l'heure n'est plus à la tergiversation ou au compromis politique. Armons-nous de détermination pour faire avancer nos propositions au parlement !



Sarah Fuchs-Rota
députée

¹ bit.ly/347_rapport_CE

² bit.ly/347_rapport_commission

³ bit.ly/347_CP_27janvier

Les villes rouges sont vertes

Il y a quelques années, j'ai séjourné en famille à Zurich, ville de Zwingli devenue cité de notre camarade Corine Mauch. Nous avons loué des vélos pour aller de Zürich West à la Rote Fabrik, nous nous sommes promenés sur le cheminement créé sur l'ancienne voie de chemin de fer longeant la Limmat en amont de la Platzspitz en direction du parc Josefwiiese, nous avons flâné au bord du lac jusqu'au Zürichhorn en passant par le Pavillon Le Corbusier, nous avons sillonné les zones piétonnes en ouest de la Limmat autour du Lindenhof et de la St. Peter Kirche, en est jusqu'au Kunsthaus.

De retour à La Chaux-de-Fonds, sur la place de la Gare, ma benjamine – elle avait 8 ou 9 ans – me dit : « Papa, ce qui est bien avec Zurich, c'est que c'est une petite ville tranquille. » Elle avait raison.

Zurich est une ville rouge et verte. Appuyé par le groupe socialiste du Conseil général et entouré de services communaux aux compétences remarquables, je souhaite qu'il en soit bientôt de même de La Chaux-de-Fonds. Le travail est conséquent vu le retard pris ces 20 à 30 dernières années. Il s'explique par le rapport particulier à la voiture observé dans les régions éloignées des grands axes, par la topographie et le climat, par la conception fonctionnelle d'une ville longtemps considérée avant tout comme industrielle et industrielle.

Il faut à la Métropole horlogère une révolution urbaine, une mue en profondeur vers un urbanisme moderne et durable visant l'attractivité et la qualité de vie pour tous, familles, visiteurs, jeunes, aînés, travailleurs, flâneurs, habitants, usagers des commerces, bien portants, personnes à mobilité réduite...

Les urbanistes de qui j'ai sollicité un regard sans concession relèvent les mêmes qualités, les mêmes défauts. D'un côté, la densification, la limite très nette entre grands paysages et bâti ; la structure particulière du plan Junod (espace, jardins, ensoleillement, perspectives) ; les grands parcs (Crêtets, Gallet,

Musées, Ovest, Bois du Petit-Château) à l'arborisation luxuriante. De l'autre, la présence suffocante de la voiture, le manque d'espaces réservés aux piétons, des voiries trop minéralisées.

Le constat est posé, le modèle identifié : Zurich. Évidemment, l'échelle diffère, les principes d'une urbanisation de qualité sont identiques. Depuis plusieurs années, la métamorphose est lancée. Vous avez vu requalifiés le Passage du Centre, les rues du Docteur-Coullery, du Casino, de Pouillerel, du Midi, du Cygne, de l'Avenir, du Commerce, du 1^{er}-Mars, du Coq ; transformés la Place de la Gare et le Replat du Dahu devant le Bois du Petit-Château. Demain émergeront un espace piétonnier sur la Place du Marché et alentour, une balade arborisée sur un Grand-Pont tout neuf, une avenue Léopold-Robert ayant pour priorité les piétons, les cycles, les transports publics et l'arborisation.

D'ici quelques années, le climat en ville aura changé en profondeur. Cela aura été réalisé dans un dialogue exigeant, empreint de fortes résistances au changement. Les commissions compétentes, les groupes d'intérêt, les commerçants, les riverains et parfois, via des démarches participatives, l'entier de la population auront été consultés. Une vision moderne de la ville aura été mise en œuvre. Si celle-ci n'est pas que socialiste, cette conception des espaces publics marquée par un bien vivre au profit de tous, générant du lien social, favorisant l'intégration et la mixité et inscrite dans les nécessités écologiques de notre temps répond à nos valeurs. Oui, les villes rouges sont vertes.



Théo Huguenin-Elie
conseiller communal

Noël Autrement, une de ces associations qui donnent tout son sens au mot « solidarité »

Il y a quelques années, après une séparation, j'ai vu mes fêtes de Noël se transformer ; moins de repas de famille, davantage de temps à disposition. Je me suis rappelé que ma sœur prêtait main forte à *Noël Autrement* depuis un certain temps. Elle faisait partie de l'équipe qui décorait le Péristyle de l'Hôtel de Ville à Neuchâtel afin de rendre le lieu plus chaleureux pour accueillir ce Noël solidaire et gratuit. J'ai à mon tour eu envie de rejoindre les bénévoles pour prendre part à cette belle énergie et me rendre utile pendant les fêtes de fin d'année.

Pour certains et certaines, Noël s'accompagne de foyers qui se parent de mille feux, de cadeaux qui s'entassent sous le sapin, de familles réunies autour de grandes tablées et de repas délicatement préparés. Pour d'autres, Noël exacerbe la solitude, le manque de moyens financiers et la sensation de gêne de ne pas se sentir à la hauteur des traditions.

Il y a un tas de raisons qui nous invitent à pousser les portes du Péristyle les 24 et 25 décembre. En entrant, nous sommes ému-es par la diversité des profils assis le long des tables, par les sourires dessinés sur les visages, par les instants de partage et les discussions qui naissent entre des gens qui ne se connaissaient pas quelques minutes auparavant. Durant deux jours, toutes les personnes qui le souhaitent sont invitées à rejoindre la fête ; pour boire un café, discuter au coin d'une table, prendre un repas chaud, recevoir un cadeau... indépendamment de leur confession, de leur âge, de leur genre ou de leur nationalité.

Chaque année, grâce au comité de l'Association *Noël Autrement*, à une vingtaine de donateurs et donatrices (boulangeries, boucheries, cafés, restaurants, entreprises...), à plus de 80 bénévoles et à des soutiens financiers de particuliers et d'industries, les tables se garnissent de plats sucrés et salés et de boissons chaudes et froides. Des groupes musicaux distillent de la joie et le Père Noël débarque les bras chargés de cadeaux pour les enfants (et pour les plus grands).

Être bénévole à *Noël Autrement*, c'est avoir la chance de participer à des fêtes de fin d'année qui ont du sens. On enfiler nos tabliers colorés, on réchauffe les plats, on sert à manger, on change les nappes, on allume les bougies, on discute avec les gens, on bricole avec les enfants, on échange, on rigole, on retrouve nos copains et copines bénévoles de l'année d'avant et on ressort le cœur chargé d'amour et d'humanité.

Je suis très fière et reconnaissante que de telles associations existent dans notre canton. Elles montrent que la solidarité et la générosité permettent de vivre un peu plus paisiblement des moments de vie qui s'avèrent difficiles pour beaucoup de monde. Et ça, c'est précieux.



Garance La Fata
députée

LE COURAGE DE LA RUPTURE

Dans le numéro de novembre dernier, quelle ne fut pas mon heureuse surprise de découvrir le texte de notre président, qui faisait état des moyens dont doit se doter la gauche pour s'assurer la victoire ! Néanmoins, au-delà de « la gauche » comme entité abstraite et polymorphe, et sans parler de tactiques (je laisse ce vocable aux stratèges et à l'art de la guerre), je m'interroge : le Parti socialiste doit-il changer ?

La question est rhétorique : le Parti socialiste doit changer de cap. Souvenons-nous : notre but n'est pas de participer à la bonne marche du capitalisme, mais de le renverser. Cela implique, avant toute chose, d'assumer une politique radicalement de rupture : rompre avec la seule perspective des petits pas et plus généralement avec le social-libéralisme réformiste qui mine notre parti. Les réformes, les votations et les élections, lorsqu'elles améliorent la vie des 99 %, sont évidemment toujours bonnes à prendre et à soutenir. Cependant, elles ne doivent pas être perçues comme un but en soi, mais comme un moyen de tracer un chemin vers le socialisme.

Rompre avec le sentiment de l'omnipotence partisane. Seule une gauche unie nous permettra de bâtir le socialisme comme système global. Or, le PS ne peut y parvenir seul. C'est la raison pour laquelle l'union, seule, est la condition de la victoire à même de changer la vie. Union avec les autres partis de gauche, les syndicats, les mouvements sociaux, les collectifs militants et les mouvements activistes... fussent-ils insoumis, voire désobéissants pour le climat !

Rompre, enfin, avec la sacralisation de la fonction exécutive. Car participer aux exécutifs revient à participer à l'administration d'une société inégalitaire et discriminatoire. Le PS doit en être conscient et ne doit plus considérer cette participation comme une nécessité ou un acquis. Notre parti doit effectuer une pesée des intérêts et décider au cas par cas si une telle

participation nous rapproche ou non de nos objectifs. Et le cas échéant, le PS doit s'imposer de critiquer ses propres magistrat-es, dans le cas où ces dernières ou ces derniers défendraient des politiques de régression sociale. Des magistrat-es dont il n'est pas acceptable qu'elles et ils ne rendent pas de comptes à leur propre parti. Pour l'anecdote, présent lors du Congrès du PSS d'octobre 2022 à Bâle, j'ai été sidéré par le manque d'empathie de notre conseiller fédéral qui, pourtant sous le feu des critiques et au milieu de camarades acquis à la cause de la gauche, n'a pas eu un seul mot à l'égard de celles et ceux qu'il a blessés par ses prises de position au nom de la sacro-sainte collégialité. Sans doute nombre d'entre nous auraient-ils compris la dualité de ses décisions, s'il avait eu l'élégance de rappeler qu'elle n'est pas le fait de son opinion mais de sa fonction. Il n'en fut rien. À la tribune, surplombant l'assemblée, l'homme et le pouvoir ne faisaient plus qu'un. Ce jour-là, la social-démocratie m'a laissé dans la bouche le goût amer de la social-médiocratie. Camarades, Jean Jaurès définissait le socialisme comme l'amour de la justice et l'exigence de la solidarité.

Puissions-nous rajouter le courage, radical, de la rupture.



Hugo Clémence
coprésident de la JSN



Initiative pour l'avenir

Camarades, il y a quelques mois, vous avez fait confiance à la JSN en plébiscitant sa proposition d'un fonds climat cantonal afin d'amorcer le changement de paradigme nécessaire face à la crise climatique et à ses conséquences. Hélas, ces changements exigent un engagement et des efforts qui dépassent le cadre cantonal. D'où l'Initiative pour l'avenir lancée en août 2022 par la Jeunesse socialiste suisse.

Ce texte s'appuie sur un constat assez évident, presque une lapalissade pour qui croit à la convergence des luttes climatiques et sociales : la crise climatique a une seule origine, le capitalisme. L'appétit insatiable pour le profit et les destructions environnementales qui l'accompagnent ont conduit à la situation actuelle. Le capitalisme accroît les inégalités, enrichit les riches et paupérise une immense partie de la société.

Nous avons donc décidé d'agir en lançant un texte que nous considérons à même de nous donner les moyens de nos ambitions : réduire à la fois la fracture sociale et celle que nous creusons avec notre planète.

Bien entendu, il faut chercher ces fonds au bon endroit. À nos yeux, ce n'est pas aux 99 % de supporter les coûts de cette lutte, mais au 1 % des plus privilégiés de payer pour la crise qu'il a provoquée. Pour rappel, un-e milliardaire émet en moyenne un million de fois plus de gaz à effet de serre qu'une personne sans moyens financiers disproportionnés¹. Par leurs investissements nocifs et leur mode de vie ultraconsommériste, ils et elles entretiennent ce système destructeur qui envoie l'humanité entière au-devant d'une catastrophe que nous savons irrémédiable une fois dépassées pour de bon les limites auxquelles nous alertent sans relâche les scientifiques.

L'initiative « pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement » veut chercher les fonds là où il est logique et juste de les trouver en abondance : chez le 1 % le plus riche.

En pratique, notre projet demande d'imposer à 50 % les héritages de plus de 50 millions de francs. Sur un héritage de 100 millions, les 50 premiers millions seraient taxés comme aujourd'hui ; sur les 50 autres, un taux de 50 % s'appliquerait, ce qui fait 25 millions. Nous estimons qu'avec cette nouvelle taxe, l'État pourrait engranger, à terme, 6 à 7 millions par année. Nous demandons que l'argent ainsi prélevé soit versé dans un fonds national de lutte contre le changement climatique qui s'appuie systématiquement sur des mesures socialement justes. L'effort sera notamment mis sur la reconversion professionnelle, l'amélioration des logements ou l'amélioration des services publics.

Soyons clairs : la nouvelle imposition ne toucherait qu'environ 1500 personnes en Suisse. Cependant, cela suffirait pour dégager des dizaines de millions à même de financer une politique climatique radicalement différente. Au surplus, cela permettrait d'atténuer un facteur essentiel de prolifération de l'inégalité : l'héritage perpétue un système néo-féodal de distribution des richesses et le caractère systémique des inégalités. Les libéraux, en bons apôtres du *self-made man*, seraient bien avisés de suivre une initiative qui ne toucherait pas les femmes et les hommes assis sur leur fortune, mais leurs enfants, dont la seule vertu est de naître au bon endroit au bon moment.

Camarades, voilà l'initiative que nous vous invitons à signer et à faire signer, une des pierres angulaires sur lesquelles nous construirons une lutte juste et efficace.

Solidairement,



**Le comité de la Jeunesse
socialiste neuchâteloise**

¹ Selon une étude d'OXFAM publiée en 2022.

DES VOIX QUI SE SONT TUES

Sur l'actuelle guerre en Ukraine, les voix de la social-démocratie européenne ne brillent guère par leur originalité, elles se confondent même plutôt avec le discours moraliste dominant : se joueraient là nos valeurs occidentales, voire l'avenir démocratique du continent, se justifierait donc que nous ne cessions de soutenir l'Ukraine avec des armes de plus en plus sophistiquées, que nous travaillions à la défaite totale de la Russie, entre autres arguments...

Passons sur l'ignorance dont témoignent parfois ces camarades quant à l'histoire même de ce conflit complexe, qui en réalité dure déjà depuis 2014 et qui s'explique moins par un choc de valeurs que par une confrontation d'ambitions territoriales comme l'Europe en a tant connues dans son histoire (et que l'effondrement de l'URSS n'a fait que raviver). Passons aussi sur leur volonté peu responsable de minimiser les risques de dérapage liés à cette guerre, laquelle implique des puissances dotées de l'arme nucléaire.

Si en tant que socialistes, ils sont évidemment fondés à condamner l'agression de la Russie, à rejeter l'autocratie de toutes ses élites dirigeantes, qui en plus s'accommodent assez bien d'un ultralibéralisme sur le plan économique, ils devraient aussi ne pas trop idéaliser le régime ukrainien. Que ses gouvernants aient successivement penché à l'Est ou à l'Ouest, voilà un État encore gangrené par la corruption, où le niveau de vie a stagné depuis l'indépendance de 1991 (alors qu'il bénéficie de vastes ressources naturelles), où les inégalités sociales s'avèrent toujours criantes, où certaines minorités restent discriminées, où la liberté syndicale même est entravée (selon un récent vote de la Rada).

Enfin, nous les sociaux-démocrates devrions nous rappeler que le travail pour la paix constitue l'un de nos idéaux fondamentaux, même et surtout quand il paraît difficile et qu'ici plus que jamais, la guerre ne fait qu'amplifier l'essor des nationalismes et la course aux armements.

Bien sûr que notre sens de la justice doit nous amener à aider une petite nation illégitimement agressée, si discutable soit son régime. Mais jusqu'où dispenser cette aide, comment surtout éviter qu'elle ne devienne contre-productive, là est le dilemme ! La guerre moderne impose souvent sa propre logique, qui finit par ne plus faire voir d'autre solution que militaire, un engrenage dont aucun des peuples impliqués ne sort vraiment vainqueur et qui n'enrichit que les profiteurs de tous bords. Les socialistes européens du siècle passé savaient tout cela, eux qui sinon n'auraient pas hésité à inciter les troupes de l'OTAN à sauver de la griffe soviétique la Hongrie de Nagy en 1956 ou la Tchécoslovaquie de Dubček en 1968 ; l'émancipation des peuples est-européens, ils y ont contribué plus efficacement que par les armes, notamment en obtenant de l'URSS les accords d'Helsinki de 1975.

Jean Jaurès a été assassiné pour avoir essayé d'empêcher l'horrible boucherie de 14-18, Fritz Bauer consacra sa vie à combattre le bellicisme nazi, Willy Brandt a conduit une Ostpolitik qui n'est pas pour rien dans la fin pacifique de la guerre froide sur notre continent, Olof Palme a incarné une politique étrangère non-alignée qui lui valut la considération de la communauté internationale, le chancelier Bruno Kreisky a donné à la neutralité autrichienne une notoriété dépassant les frontières de son pays, le diplomate Hubert Védrine a œuvré pour que l'Europe intègre sans condescendance la nouvelle Russie issue de la chute du communisme...

Ces voix font assurément la fierté de notre mouvement, plus que celles qui, par faiblesse ou opportunisme, se résignent à céder aveuglément au parti de la guerre : comme les socialistes français et allemands qui votèrent les crédits militaires en 1914, comme le Français Guy Mollet qui sous la Quatrième République cautionna la répression militaire en Algérie, comme le Britannique Tony Blair qui participa à l'agression américaine contre

l'Irak, entre autres tristes exemples. Et comme hélas aujourd'hui presque tous les élus sociaux-démocrates allemands, français, suédois, et notamment ceux du Parlement européen (certes plus discrets depuis l'accusation de corruption pesant sur des membres du groupe); tous s'alignent sans réserve sur la politique de l'OTAN, quitte à risquer un embrasement généralisé en Europe.

Même en Suisse, et sans voir qu'ils réactivent ainsi la propagande des partis attachés à une neutralité dépassée, certains camarades accepteraient que des États clients de notre industrie d'armement viennent désormais approvisionner de ses produits létaux un pays en guerre comme l'Ukraine. Une disposition restrictive qu'ils avaient pourtant eux-mêmes imposée à une droite toujours très soucieuse du bien-être de nos marchands d'armes! Ce sont nos anciens parlementaires socialistes neuchâtelois qui doivent se retourner dans leur tombe, Paul Graber notamment, eux qui ont constamment dénoncé tous les crédits militaires, fût-ce contre l'avis du PSS!



Nicolas Rousseau
conseiller général à Boudry



Le Parti socialiste neuchâtelois (PSN) s'engage dans les débats importants et aide à trouver des solutions innovantes, sociales et respectueuses de l'être humain et de l'environnement. Il apporte de nouvelles idées et participe à construire l'avenir.

Oui

- J'adhère au **Parti socialiste neuchâtelois**
- Je souhaite recevoir **le point**.

Nom | Prénom

Adresse

NP | Localité

Téléphone | Mobile

Courriel

Inscription à envoyer à l'éditeur

Parti socialiste neuchâtelois

Avenue de la Gare 3 – 2000 Neuchâtel

032 721 11 80

secretariat@psn.ch

www.psn.ch

Impressum

Bulletin adressé aux abonné-es et entités intéressées aux activités du PSN

Rédactrice en chef - Margaux Studer

Graphisme et illustration - Nathan Jucker

Relecture - Johanne Lebel Calame

Impression - Imprimerie de l'Ouest SA

Parution 6 fois par an | Abonnement annuel - 30 francs

Abonnement de soutien - 50 francs

IBAN : CH92 0900 0000 2000 3004 7

PS



Agenda

24

avril
19 h 30

Séance de préparation
Grand Conseil

27

avril
19 h 30

Séance de préparation
Grand Conseil

9

mai
20 h 15

Commission Santé

11

mai
20 h 15

Séance de préparation
Grand Conseil

16

mai
19 h 30

Séance de préparation
Grand Conseil

1^{er}

juin
20 h

Commission
École et Formation

9

juin

Congrès cantonal

19

juin
19 h 30

Séance de préparation
Grand Conseil

22

juin
19 h 30

Séance de préparation
Grand Conseil

▶ Votre agenda en ligne sur
www.psn.ch

P.P.
2000 Neuchâtel




le point.
psn.ch/le-point

